

Prise de parole Solidaires Allier, Rassemblements du 22 juin 2017

Avec ces élections politiques qui se sont enfin terminées, nous avons assisté à un véritable coup d'État démocratique

La recomposition politique menée par E. Macron : c'est celle d'un ultra-libéralisme assumé qui va encore un peu plus servir les intérêts des plus privilégiés, au détriment de la majorité de la population, qui elle, ne l'a pas élu.

Après une simagrée de concertation qui a peut être pu convaincre certains syndicats qui voulaient l'être, la réalité s'est vite imposée : une méthode d'adoption en accéléré, par ordonnances avec un planning de réunions lors de la période estivale, pour tenter d'éviter tout mouvement de contestation.

Une réforme qui déséquilibre encore un peu plus le rapport de force entre salarié-es et patronat, pour la plus grande satisfaction du Medef .

Ces nouvelles dispositions vont diminuer les droits des salarié-es, dégrader leurs conditions de travail, tandis que tous les moyens sont donnés au patronat :

- modification possible des salaires et des conditions de travail, voire du contrat de travail lui-même au niveau de l'entreprise,
- plafonnement imposé des indemnités prud'homales suite à un licenciement abusif, pour savoir enfin combien coûtera un-e salarié-e dont on se débarrasse !
- de nouvelles remises en cause des institutions représentatives du personnel avec de nouvelles propositions de fusion d'instances.

L'enjeu est clair et vise la remise en cause de la présence et du droit syndical existant. La santé et les conditions de travail pourraient être les grands perdants avec la disparition du CHSCT.

Globalement il s'agit d'un approfondissement des lois El Khomri, Rebsamen et Macron mais ce projet vise un changement majeur du contexte de la négociation, de la représentation et in fine de la lutte syndicale en France.

Et Macron et son gouvernement veut poursuivre en s'attaquant à la sécurité sociale et aux retraites

L'assurance chômage va profondément changer. Il s'agit de durcir les contrôles sur les chômeurs-euses avec la fin des indemnités après deux refus d'un emploi, en faisant passer le tout par un élargissement de l'accès à la formation.

La réforme des retraites est également présentée comme une réforme phare, qui là aussi reprend les discours éculés sur les menaces sur le système par répartition,

poussant à basculer vers un système par points pour tous les statuts qui va se traduire par une dégradation de la pension ou d'un recul toujours plus lointain de l'âge du départ à la retraite.

Macron veut casser la protection sociale pour imposer la protection patronale !

Pour faire passer cela, le filet sécuritaire du capitalisme est en passe d'être déployé

Après la prolongation de l'État d'urgence, on annonce de nouvelles lois anti-terroristes intégrant les mesures de l'Etat d'urgence dans le droit commun.

Les dérives d'une répression qui pourra continuer de s'abattre sur des militant-es, des jeunes de quartier, sur les migrant-es ne sont pas prêtes de s'arrêter dans ce contexte.

Nous ne nous laisserons pas museler et nous défendrons les libertés publiques.

Face à l'urgence sociale Le défi du syndicalisme est de rapidement réaffirmer la légitimité des luttes sociales face à l'apparence de légitimité politique.

Notre syndicalisme, nos luttes sont plus que jamais essentielles !

Nous serons l'opposition qui combattra l'impasse libérale et capitaliste qui exacerbe la violence sociale. C'est ainsi que nous combattons le Front national et l'extrême droite.

Pour Solidaires, il faut partout et à tout moment convaincre de nos alternatives, reprendre la rue, ce qui veut aussi dire être au plus près des salarié-es, chômeur-euses, précaires, étudiant-es, retraité-es et de l'ensemble de la population que ce soit dans les entreprises, dans les administrations, dans les lieux publics.

C'est pourquoi il faut de toute urgence revendiquer et obtenir :

- **L'abrogation de la loi travail,**
- **Le partage du temps de travail à 32h sans perte de salaires,**
- **La création massive d'emplois pour la transition écologique et la satisfaction des besoins liés à l'environnement,**
- **Une augmentation immédiate et générale de 400 € et un SMIC porté à 1700 € net**

- **Des services publics avec des moyens pour satisfaire les besoins fondamentaux et la conquête des droits sociaux.**

Il faut continuer, de la manière la plus unitaire possible, et en ouverture avec ceux et celles qui luttent pour une réelle transformation sociale.

Dans l'immédiat l'Union syndicale Solidaires appelle :

- **à porter partout**, sur nos lieux de travail les analyses des « contre-réformes » à venir,
- **à construire et participer aux initiatives intersyndicales locales et nationales dès maintenant**
- **à construire la convergence des luttes** et à soutenir les luttes engagées dans les différents secteurs.
-

L'union syndicale Solidaires s'engage :

- à préparer les conditions d'un mouvement d'ampleur prenant appui sur une multiplicité d'initiatives tout au long de l'été pour harceler le gouvernement. Dans ce cadre nous appelons à manifester massivement **le 30 août à Jouy-en-Josas** contre l'université d'été du MEDEF
- à construire **une grève large, unitaire et intersyndicale, une grève générale interprofessionnelle début septembre.**

Face à l'urgence sociale, l'opposition c'est nous !

Le progrès social et la modernité c'est nous !

Nous avons repris le chemin des luttes aujourd'hui, dans l'unité, ne le lâchons plus !